

# CHRISTOPH BEIER

Vice-président du conseil d'administration, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

## Jean-Michel SEVERINO

Cette stabilisation des politiques macro-économiques, cette inclusion du secteur privé dans le dialogue en Afrique, ce sont des propos qu'on n'aurait pas entendus il y a cinq ou dix ans, c'est en soi un changement important. Je me demande si Monsieur Christophe Beier partage cette vision ? C'est important de l'avoir ici, parce que l'Allemagne s'est montrée un acteur extrêmement dynamique vis-à-vis de l'Afrique dans cette dernière décennie. A la fois sur le plan privé, où l'on a vu une arrivée très significative de l'industrie allemande sur les marchés africains comme investisseurs, mais aussi une aide publique au développement très forte en Allemagne. Je rappelle que l'aide publique au développement avoisine les 1 % du PIB. C'est un des grands pourvoyeurs de l'aide publique à l'échelle internationale et particulièrement en Afrique. La GIZ est un des piliers de ce dispositif public.

## Christoph BEIER

Merci beaucoup, et tout d'abord merci beaucoup aux organisateurs de nous avoir réunis ici. Non seulement pour moi, mais également pour mes collègues de l'AFD et de la JICA. Tout d'abord parce que je pense que la question des investissements en Afrique est cruciale. Elle est cruciale pour le développement de l'Afrique, mais aussi pour l'Europe et peut-être pour le monde, donc félicitations pour avoir donné à cette question la priorité dans l'ordre du jour et pour nous avoir invités, nous qui pouvons représenter des approches légèrement différentes de cette question, mais des approches complémentaires, et je voudrais revenir sur ce point à la fin de mon propos.

Pourquoi est-il si important de recentrer la coopération en matière de développement sur les investissements et sur le secteur des affaires ? Je pense que si nous examinons ce que nous avons réalisé en ce qui concerne les objectifs du millénaire pour le développement, nous constaterons que nous avons réussi à aborder la dimension sociale du développement, de sorte que nous avons eu de très bonnes performances avec nos partenaires en Afrique et dans le monde entier dans le domaine de l'éducation et de la santé. Bon nombre des indicateurs fondamentaux, les indicateurs du développement humain ont été améliorés. Mais si nous examinons la création d'emplois et le développement économique, en particulier en Afrique subsaharienne, nous devons nous poser la question : avons-nous été conjointement suffisamment efficaces ? J'ai le sentiment que non, nous ne l'avons pas été. Il est vraiment temps de repenser nos approches et ce que nous faisons dans ces pays. Pourquoi est-ce si important ? Tout simplement parce que d'ici 2050, nous savons que la population de l'Afrique aura doublé. Nous serons alors confrontés à 2,6 milliards de personnes en Afrique. Nous aurons besoin de 20 millions de nouveaux emplois créés chaque année, et ces emplois, des emplois décents, ne pourront être créés qu'avec un recentrage total sur les investissements. C'est pourquoi les investissements sont si importants. Les investisseurs publics ne vont pas créer ces emplois. Les investisseurs privés, le secteur privé doit le faire, et le secteur public doit être réellement celui qui favorise les investissements privés.

Je pense que nous avons déjà entendu...Je n'ai pas à répéter ce que Mme Bensalah nous a dit. Je pense que nous sommes d'accord sur le fait que le cadre, les conditions, par exemple, constituent un goulet d'étranglement majeur pour les investissements. Créer un environnement propice aux investissements est donc essentiel, qu'il s'agisse de l'environnement juridique, de la bureaucratie, de la corruption, de l'incertitude, des changements politiques, tout ce que dont vous avez parlé. Nous pouvons y ajouter les lacunes des infrastructures publiques et de la formation professionnelle et, je dirais, de l'environnement, du cadre de l'esprit d'entreprise. Une politique intelligente axée sur les PME est nécessaire pour soutenir les investissements. Pas uniquement les investissements étrangers directs. Je pense que les investissements étrangers directs sont nécessaires, mais nous avons également besoin d'investissements nationaux, d'investissements régionaux. Nous avons besoin d'investissements de toutes parts.

Si je réfléchis à nos propres expériences, et nous travaillons beaucoup dans le domaine de l'amélioration de l'environnement des entreprises, nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires en Afrique, et oui, nous sommes parfois également performants, mais ce n'est pas suffisant et cela prend trop de temps. Il faut trop de temps pour faire face à cette dynamique du développement de la population et à d'autres questions qui sont nécessaires. Je pense que ce que nous devons reconsidérer ensemble est la question de savoir si nous devons légèrement recentrer nos activités sur les opportunités d'investissement. Parce que d'après mon observation, en particulier dans des environnements de plus en plus difficiles, tels que des contextes fragiles, et d'autres contextes, d'où viennent les projets dans lesquels les investisseurs pourraient investir ? Il est nécessaire de construire un pipeline adéquat pour des projets viables dans lesquels il est possible d'investir. Nous aimerions au moins, en reconsidérant nos propres activités, aller un peu plus en aval dans ces activités. Non plus nous concentrer uniquement sur l'environnement, les conditions favorables de l'environnement, mais également être plus directement impliqués dans les investissements en préparant des projets viables. En constituant un pipeline de projets qui seront ensuite accompagnés par mes collègues de l'AFD ou d'autres investisseurs. Nous commençons à coopérer plus étroitement avec l'AFD, avec l'EIB, avec la Banque africaine de développement, avec les Fonds de pension africains et avec d'autres, pour répondre avec des projets viables à leurs intérêts en termes d'investissements. C'est une voie difficile à suivre. Ce n'est pas si facile. Proposer des opportunités d'investissement appropriées exige de renforcer considérablement les capacités. C'est donc la chose que nous aimerions changer.

L'autre point que je considère comme très important, et nous en avons discuté dans le cadre de différentes initiatives liées à l'Afrique telles que le Compact for Africa, ou le « plan Marshall » pour l'Afrique, quel que soit son nom, est la question suivante : Comment pouvons-nous accélérer les investissements publics dans l'infrastructure ? Notre expérience est que si nous travaillons plus étroitement ensemble, avec les infrastructures publiques, les investissements et la coopération technique, nous serons en mesure de réaliser davantage. Et c'est ce que nous avons fait par exemple en Éthiopie, lorsque nous avons aidé le gouvernement éthiopien à construire 10 universités dans tout le pays. L'idée de base était non seulement d'investir dans l'éducation, ce qui était déjà une bonne idée de départ, mais aussi de soutenir la petite industrie et de développer l'ensemble du secteur de la construction, en commençant par la formation professionnelle, les petites industries éthiopiennes devenant de véritables entrepreneurs et pouvant répondre aux besoins du pays et peut-être aussi de la région. Je pense que nous devons mieux relier nos activités et nos forces dans un secteur donné avec d'énormes investissements publics, et pour cela, je pense que nous devrions identifier ensemble de manière plus sélective d'autres secteurs où d'énormes opportunités d'emploi sont possibles, et où il existe de nombreuses autres opportunités, comme vous l'avez dit, et ensuite nous devrions essayer de mieux relier les investissements publics avec nos activités de renforcement de la petite industrie, de la formation professionnelle, etc. Ce serait le deuxième point.

Le troisième point consiste à mieux associer le soutien des investissements étrangers directs avec la coopération au développement afin d'être plus cohérent à ce stade. Je pense qu'avec des subventions et d'autres instruments, nous pouvons encourager les investissements étrangers directs, et peut-être, si nous savons où et dans quel secteur ces investissements sont les plus susceptibles de générer des emplois, associer à ces investissements nos propres activités de coopération en matière de développement. Nous pourrions beaucoup apprendre de nos collègues japonais, car ils ont une longue histoire de politique étrangère et de politique de développement au Japon visant à mieux relier les investissements étrangers directs des entreprises japonaises avec la coopération au développement. Nous en sommes au point où nous devons repenser et réévaluer nos expériences communes, puis proposer une approche de développement plus cohérente, plus complète, plus sélective et plus prometteuse.

Merci beaucoup.

**Jean-Michel SEVERINO**

Merci beaucoup et vous avez souligné des points très importants. Un chiffre qui est intéressant à retenir, c'est que d'ici à 2050, nous allons avoir 450 millions d'arrivants sur le marché du travail en Afrique. Et au taux de croissance actuelle, nous pensons qu'il peut se créer aux environs de 220 millions d'emplois. Il y a donc un énorme écart. On sait que la différence entre ces 220 millions et ces 450 millions est le solde migratoire intra-africain ou de l'Afrique du sud du Sahara, vers le nord du Sahara et ensuite vers l'Europe. D'une certaine manière, le premier enjeu de stabilité de l'Europe dans les trente prochaines années, c'est l'Afrique, et que le moyen de résolution de ce sujet, c'est le



développement, la croissance et l'investissement. Dans vos propos, il y a quelque chose qui a été du petit lait pour moi, c'est que je dirige un fonds d'investissement consacré aux PME et aux start-ups africaines et nous connaissons effectivement une révolution entrepreneuriale, que nous devons accélérer.

L'Afrique doit créer son tissu économique intérieur et c'est pour cela que ce que vous avez évoqué comme thématique d'intervention est absolument central.